

Avant propos

Les articles sélectionnés dans cette revue de presse ont pour but d'informer sur la situation humanitaire au Tchad ou sur le contexte général. Cette sélection d'articles ne reflète pas nécessairement la position d'OCHA-Tchad. Merci de tenir compte de cette réserve.

LES TITRES

- **Violences faites aux femmes: certains pays freinent les efforts de l'ONU** (UN, 5 mars)
- **Tchad : 78% d'analphabètes, un frein au développement** (Xinhua, 6 mars)
- **Mauritanie, Niger, Tchad et Mali : Une étude révèle que les femmes utilisent peu les services de planification familiale** (Le Soleil, 1^{er} mars)
- **Des experts alertent sur les menaces de désertification en Afrique subsaharienne** (Xinhua, 4 mars)
- **Sida : première « guérison » d'un enfant contaminé à la naissance** (Le Nouvel Observateur, 4 mars)
- **Analyse: Rhétorique et réalité de la résilience dans le Sahel** (IRIN, 7 mars)
- **Le ministre des Affaires étrangères tchadien estime que la guerre au Mali était nécessaire face au "péril" terroriste** (AFP, 5 mars)

L'INTEGRALITE DES ARTICLES

Violences faites aux femmes: certains pays freinent les efforts de l'ONU

NEW YORK, 5 mars 2013 (Nations unies) – Le Vatican, l'Iran et la Russie tentent de freiner les efforts pour lutter contre les violences faites aux femmes, à l'occasion d'une conférence de l'ONU sur ce sujet qui a commencé ses travaux lundi.

Plus de 6.000 représentants de la société civile sont inscrits à cette session annuelle de la Commission de l'ONU sur le statut de la femme.

Cette 57e session est le plus grand rassemblement international jamais organisé pour mettre fin aux violences contre les femmes, a souligné à son ouverture la directrice exécutive d'ONU Femmes, Michelle Bachelet.

Elle a rappelé que la réunion se tenait dans un contexte de mobilisation après l'attaque des talibans contre l'adolescente pakistanaise Malala Yousafzai, et le viol collectif d'une jeune Indienne en décembre. Bien que 160 pays aient adopté des lois contre ces exactions, l'impunité est encore la norme, pas l'exception, a déploré Mme Bachelet.

Selon des diplomates, le Vatican, l'Iran et la Russie, entre autres pays, s'efforcent d'édulcorer un passage du projet de communiqué final qui affirme que religion, coutumes ou traditions ne peuvent pas servir de prétexte à un gouvernement pour se soustraire à son obligation de lutter contre les violences faites aux femmes.

Ces mêmes Etats s'opposent aussi à ce que des relations sexuelles imposées à une femme par son mari ou son compagnon soient considérées comme un viol.

La violence contre les femmes doit être considérée comme un problème de droits de l'Homme et cela n'a rien à voir avec la culture ou la religion, a déclaré à l'AFP la ministre norvégienne de l'Egalité hommes-femmes, Inga Marte Thorkildsen.

Le Vatican, les forces religieuses conservatrices aux Etats-Unis et en Europe, certains pays catholiques et musulmans se liguent pour empêcher les femmes d'obtenir des droits sexuels, a affirmé la ministre, qui prédit des négociations difficiles durant les deux semaines de conférence.

Ceux qui invoquent la morale doivent se demander si le vrai danger moral n'est pas de priver des millions de femmes du droit à la vie, a-t-elle encore fait valoir.

Selon un rapport de la Banque mondiale évoqué à la conférence, les femmes âgées de 15 à 44 ans sont plus nombreuses à décéder de mort violente que du paludisme, du sida ou du cancer réunis.

Nous devons prendre des mesures concrètes de prévention, a souligné la ministre norvégienne, selon laquelle les violences faites aux femmes coûtent à son pays un milliard de dollars par an.

Pour Mme Bachelet, il faut appliquer plus strictement les lois et les politiques de prévention. Il faut recruter davantage de femmes policiers, Casques bleus ou juges, a-t-elle énuméré, estimant que les cas de viol seront ainsi mieux dénoncés.

Beaucoup de choses s'amélioreront dès lors que tous les professionnels amenés à croiser le chemin d'une femme victime de violences seront le mieux sensibilisés, le mieux formés possible: les médecins, les personnels de police, les assistants sociaux, a affirmé pour sa part la ministre française des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem. <http://tchadinfos.com/?p=18283>

Tchad : 78% d'analphabètes, un frein au développement

N'DJAMENA, 6 mars 2013 (Xinhua) - L'état actuel de la situation de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle est préoccupant au Tchad qui a un taux de 78% d'analphabètes, ce qui rend impossible tout développement harmonieux et durable, a déclaré le secrétaire général du ministère tchadien de l'Enseignement fondamental et de l'Alphabétisation, Dono Horngar Neldjita, en marge d'une rencontre internationale qui se tient depuis mardi dans la capitale.

« Près de 4 adultes sur 5 au Tchad (qui compte 11 millions d'habitants, Ndlr) ne savent ni lire, ni écrire, moins encore calculer par écrit dans aucune langue », a précisé M. Dono Horngar Neldjita.

Le taux d'alphabétisme présente de fortes disparités selon le genre : 69% chez les hommes et 86% chez les femmes. Les disparités entre les régions sont encore plus accentuées, traduisant une offre d'éducation alternative très limitée: par exemple, à N'Djaména, la capitale, et dans le Mayo Kebbi ouest (frontalière avec le Cameroun), les taux sont de 45% (hommes) et 57% (femmes) contre 96% et 97% dans les régions du Lac Tchad et du Bahr-el-Ghazal.

« Par ailleurs, plus de 800.000 jeunes en âge d'aller à l'école, n'y ont pas accès ou abandonnent précocement les classes, venant ainsi grossir le nombre des analphabètes. De cette manière, mon pays est loin de réduire de moitié ce taux d'ici 2015", a affirmé le responsable tchadien.

M. Dono Horngar Neldjita a conclu se réjouir de chaque soutien des partenaires pour inverser la tendance de ce grand fléau qu'est l'analphabétisme. <http://tchadinfos.com/?p=18403>

Mauritanie, Niger, Tchad et Mali : Une étude révèle que les femmes utilisent peu les services de planification familiale

DAKAR, 1^{er} mars 2013 (Le Soleil) - Une étude socio-anthropologique sur les déterminants liés à la santé de la mère et du nouveau-né réalisée par la Croix-Rouge française en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Tchad montre que le taux de mortalité maternelle et infantile reste élevé dans ces pays à cause d'une faible utilisation des services de planification familiale et d'un mauvais suivi de la grossesse.

L'Agence française de développement (Afd) a constaté dans certains pays du Sahel comme la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad des taux inquiétants de mortalité maternelle et infantile, malgré les actions engagées par les différents Etats. Au Tchad, par exemple, il y a 1200 cas de décès sur 100.000 naissances vivantes. Ce constat a été fait après une étude socio-anthropologique sur les déterminants socioculturels liés à la santé de la mère et du nouveau-né dans les 4 pays du Sahel concernés.

Réalisée par la Croix rouge française, cette étude financée par l'Agence française de développement (Afd) a duré quatre mois. Elle a permis aux enquêteurs de constater que les femmes des pays ciblés utilisent peu les services de planification familiale et n'accordent pas beaucoup d'attention au nouveau-né durant les premiers jours qui suivent la naissance. L'Afd qui s'est engagée à financer la mise en œuvre du programme d'amélioration de l'offre et de la demande de services de santé maternelle et néonatale dans ces pays a organisé, le 27 février 2013, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, un atelier de restitution des résultats de cette étude. Les conclusions montrent que, dans ces pays, les besoins de services de santé maternelle et néonatale sont exprimés par les femmes et leur entourage, aussi bien pour la planification familiale que pour le suivi de la grossesse et l'accouchement. Malheureusement, la couverture sanitaire reste encore très faible et l'offre de soins connaît des dysfonctionnements dans ces pays. Pis, « elle n'est pas adaptée aux attentes des femmes, ce qui crée de nombreux besoins non satisfaits », a lancé le présentateur de l'étude, Dr Sylvain Landry Faye, socio-anthropologue et enseignant-chercheur à l'Ucad.

Recommandations

« Avec cette étude, nous avons essayé de voir quelles ont été les causes de ce faible taux d'utilisation des services de la santé la mère et qu'est-ce que nous pouvons faire. À l'issue de notre enquête, nous nous sommes rendus compte que les femmes n'utilisent pas les services de la santé maternelle, à cause des constructions socioculturelles qui renvoient au mode de perception et de représentation structurant à la fois les questions de fécondité, de grossesse, de suivi post-natal et les questions de l'excision », a expliqué Dr Faye. Il a poursuivi, en indiquant que ces 4 causes sont parfois sociales, puisque renvoyant à des constructions populaires, parce qu'il n'y a pas souvent des informations disponibles dans les structures de santé. Selon lui, l'étude propose, comme recommandations de mettre à la disposition des structures de santé des méthodes de planification familiale de longue durée et de former les prestataires. Car il a été démontré que le manque de formation des prestataires est l'une des raisons pour lesquelles les produits ne sont pas bien distribués.

L'étude a aussi recommandé la mise en place d'unités de soins et de la méthode Kangourou, parce que dans ces pays, on ne s'occupe pas suffisamment des enfants et des femmes enceintes. Il est, entre autres, suggéré le renforcement de capacités du personnel soignant en techniques de communication pour une franche collaboration avec les patients. Pour Mme Nassima Check Abdoula, chargée des programmes santé à la Direction des relations et des opérations internationales à la Croix-Rouge française, cette étude est importante. Surtout que ce programme d'amélioration de l'offre et de la demande de services de santé maternelle et néonatale pour leur structure va piloter le programme d'amélioration de l'offre et de la demande de services de santé maternelle et néonatale, d'un coût de 7 millions d'euros (près de 4,6 milliards de FCfa) sur 4 ans dans 4 pays du Sahel.

« L'étude a permis de connaître les populations que nous allons servir et quels sont les déterminants qui vont influencer sur leurs comportements pour l'accès aux soins de la santé de la reproduction », a-t-elle déclaré. L'étude va permettre à la Croix-Rouge française de développer des messages adaptés aux croyances et cultures et de faciliter le travail sur des leviers bien précis. Il s'agit de la population cible constituée de femmes, de maris, de belles-mères, ou grands-mères, en vu d'influencer les comportements des femmes en âge de procréation, pour qu'elles acceptent de recevoir les soins dans les centres de santé.

http://www.lesoleil.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=26388:mauritanie-niger-tchad-et-mali--une-etude-revele-que-les-femmes-utilisent-peu-les-services-de-planification-familiale&catid=140:actualites

Des experts alertent sur les menaces de désertification en Afrique subsaharienne

DAKAR, 4 mars 2013 (Xinhua) — Des experts africains et internationaux ont alerté lundi à Dakar sur les conséquences de la désertification qui « affecte environ 2/3 des terres arables » en Afrique subsaharienne.

La désertification constitue ainsi « une sérieuse menace sur les ressources agricoles pastorales et forestières » et entraîne « un véritable mouvement migratoire des populations », ont souligné les experts qui prennent part aux travaux d'un atelier sur l'élaboration de la stratégie de la gestion durable des terres au Sénégal.

« La dégradation des terres a un grand impact au niveau des populations et de la gestion des ressources naturelles, au niveau de la production agricole », a fait savoir Sven Walter, coordonnateur de programme Afrique de l'Ouest et du Centre du mécanisme de la Convention des Nations sur la Lutte Contre la Désertification.

« Globalement, en Afrique subsaharienne, le phénomène affecte environ 2/3 des terres arables », a pour sa part, indiqué Samba Sow, responsable de la gestion durable des terres de l'Institut national de pédologie du Sénégal.

« Et cela a pour conséquence une perte de la productivité des terres, une paupérisation des populations qui vivent pour l'essentiel des produits de la terre. Cette dégradation des terres entraîne le déplacement massif des populations et des conflits liés à la terre. Quand, la terre se fait rare, cela engendre des conflits sociaux », a conclu M. Sow. <http://tchadinfos.com/?p=18277>

Sida : première « guérison » d'un enfant contaminé à la naissance

ATLANTA/PARIS, 4 mars 2013 (Le Nouvel Observateur) - Le premier cas de guérison apparente d'un jeune enfant contaminé à la naissance avec le virus du sida (VIH) transmis par sa mère séropositive non traitée, annoncé dimanche 3 mars aux Etats-Unis, conforte l'espoir de pouvoir vaincre cette infection dévastatrice.

Le virus n'a pas été complètement éradiqué mais sa présence est tellement faible que le système immunitaire de l'organisme peut le contrôler sans traitement antirétroviral, ont expliqué les chercheurs qui ont présenté ce cas à la 20e conférence annuelle sur les rétrovirus et les infections opportunistes (CROI) réunie ce week-end à Atlanta, en Géorgie.

La seule guérison complète officielle reconnue au monde est celle de l'Américain Timothy Brown, dit le patient de Berlin. Il a été déclaré guéri après une greffe de moelle osseuse d'un donneur présentant une mutation génétique rare empêchant le virus de pénétrer dans les cellules. Cette greffe visait à traiter une leucémie.

Des antirétroviraux moins de 30 heures après sa naissance

Dans le cas de l'enfant pouvant désormais contrôler sans traitement son infection, il avait reçu des antirétroviraux moins de 30 heures après sa naissance, soit beaucoup plus tôt que ce qui est normalement fait pour les nouveau-nés à haut risque d'être contaminés. Ce traitement précoce explique probablement sa guérison « fonctionnelle » en bloquant la formation de réservoirs viraux difficiles à traiter, selon ces chercheurs. Ces cellules contaminées « dormantes » relancent l'infection chez la plupart des personnes séropositives dans les quelques semaines après l'arrêt des antirétroviraux.

« Faire une thérapie antirétrovirale chez les nouveau-nés très tôt pourrait permettre d'obtenir une très longue rémission sans antirétroviraux en empêchant la formation de ces réservoirs viraux cachés », souligne le Dr Deborah Persaud, une virologue du Centre des enfants de la faculté du centre hospitalier universitaire Johns Hopkins à Baltimore dans le Maryland. C'est ce qui s'est apparemment passé avec cet enfant, estime cette chercheuse, principal auteur de cette étude clinique.

Les tests avaient montré une diminution progressive de la présence virale dans le sang du nouveau-né jusqu'à ce que le virus soit indétectable 29 jours après la naissance. L'enfant a été traité avec des antirétroviraux jusqu'à 18 mois, âge à partir duquel les médecins ont perdu sa trace pendant dix mois. Pendant cette période il n'a pas eu de traitement antirétroviral.

Aucun des tests sanguins effectués ensuite n'a détecté la présence du VIH (virus de l'immuno-déficience humaine). Seules des traces du virus ont été détectées par des analyses génétiques mais pas suffisantes pour sa réplication.

Changer la pratique médicale actuelle

La suppression de la charge virale du VIH sans traitement est excessivement rare, étant observée dans moins de 0,5% des adultes infectés, appelé « contrôleurs », dont le système immunitaire empêche la réplication du virus et le rend cliniquement indétectable, précisent ces virologues. Une étude présentée en juillet à la conférence internationale sur le sida à Washington avait indiqué que douze patients en France de la « cohorte dite de Visconti » infectés avec le VIH et mis peu après leur infection (8 à 10 semaines) sous antirétroviraux pendant près de trois ans, continuaient à contrôler leur infection six ans après sans traitement.

Selon les virologues le cas du jeune enfant apparemment guéri pourrait changer la pratique médicale actuelle en mettant en lumière le potentiel d'un traitement antirétroviral très tôt après la naissance pour ces nouveau-nés à haut risque. Mais, soulignent ces chercheurs, le premier objectif est la prévention pour empêcher la transmission de la mère à l'enfant. Les traitements antirétroviraux des femmes enceintes permettent actuellement d'éviter de transmettre le virus à l'enfant dans 98% des cas, précisent-ils.

Elle pourrait bénéficier aux quelques 300.000 enfants nés séropositifs chaque année dans le monde pour la plupart dans les pays pauvres où seulement 60% des femmes enceintes infectées avec le VIH bénéficient d'un traitement anti-rétroviral. La recherche a été financée par les Instituts nationaux de la santé et l'American Foundation for AIDS Research.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130304.OBS0650/sida-premiere-guerison-d-un-enfant-contamine-a-la-naissance.html>

Analyse: Rhétorique et réalité de la résilience dans le Sahel

DAKAR, 7 mars 2013 (IRIN) - L'expansion annuelle des programmes humanitaires pour régler les problèmes chroniques des Sahéliens les plus vulnérables montre clairement que les stratégies de développement ne fonctionnent pas. Le Sahel est dès lors au cœur des débats sur la nécessité de développer la résistance aux chocs des personnes vulnérables.

Les bailleurs de fonds commencent à modifier leur approche, notamment l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID), qui sont les principaux donateurs humanitaires pour le Sahel. Les bailleurs de fonds pour le développement sont cependant à la traîne et, vu la lassitude des donateurs, les Sahéliens les plus vulnérables risquent de ne pas pouvoir bénéficier d'une aide d'urgence cette année, et encore moins de pouvoir renforcer leur résilience.

En date du 1er mars, l'appel de 1,66 milliard de dollars pour répondre aux besoins humanitaires et renforcer la résilience dans le Sahel en 2013 n'avait été financé qu'à hauteur de 5 pour cent.

«Les gens sont clairement distraits. Ils regardent ailleurs ou abordent la situation sous un angle sécuritaire», a dit Elise Ford, responsable de l'action au Sahel de l'organisation Oxfam. «Le défi est de respecter la rhétorique de la résilience. Comment considérer cet appel ? Malgré toutes les discussions que nous avons eues en 2012 au sujet de la résilience, les bailleurs de fonds n'ont pas fait grand-chose pour montrer comment ils comptent financer les efforts dans ce domaine.»

Des réunions portant sur la résilience dans le Sahel sont organisées un peu partout dans le monde – l'une d'elles a eu lieu à Rome la semaine dernière et une autre est en cours à Dakar –, « mais il semble y avoir un décalage : que se passe-t-il sur le terrain en ce moment ? » a ajouté Mme Ford.

Les agriculteurs qui souhaitent récolter cette année doivent obtenir de bonnes semences avant la fin du mois de mai. Ce n'est là qu'une question de survie : on est encore loin de la mise en oeuvre d'un plan d'action plus ambitieux sur le développement de la résilience. Selon une étude réalisée par le Programme alimentaire mondial (PAM) au Niger, il faut trois ans aux familles pour se remettre d'un choc lié à la sécurité alimentaire, et ce, à condition que les récoltes soient bonnes pendant trois années consécutives.

Les organisations ont besoin de plus d'argent, pas moins, pour renforcer la résilience dans le Sahel à partir de 2013, a souligné Jan Eijkenaar, conseiller régional en matière de résilience pour ECHO et coordonnateur d'AGIR (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience) au Sahel. Mais au train où vont les choses, « nous n'aurons pas suffisamment de temps pour renforcer adéquatement la résilience cette année », a-t-il dit à IRIN, ajoutant qu'il faudra plusieurs décennies pour développer une véritable résilience à long terme.

Engagement politique

Cela dit, de nombreux bailleurs de fonds et gouvernements nationaux ont compris la nécessité de placer le développement de la résilience au coeur des programmes mis en oeuvre dans le Sahel. L'exemple le plus remarquable est probablement l'initiative intergouvernementale et inter-agences AGIR Sahel pour le renforcement de la résilience dans le Sahel. Il s'agit d'un partenariat impliquant toutes sortes d'acteurs, incluant la Commission européenne (qui est à l'origine de l'initiative), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO).

« La résilience est aujourd'hui une priorité à cause des lacunes en matière de développement et de gouvernance », a dit M. Eijkenaar. « Nous avons la possibilité de ne pas échouer au cours des vingt prochaines années. La déclaration commune d'AGIR nous donne les outils et la latitude pour y arriver. »

Au cours des dernières années, les bailleurs de fonds du monde entier ont promu le renforcement de la résilience à grande échelle. Selon le groupe de recherche français Urgence, Réhabilitation et Développement (URD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale en font également la promotion depuis qu'elles ont pris conscience que l'impact de leurs investissements en matière de développement était insuffisant.

Un meilleur contrôle des dépenses d'aide

L'importance accordée à la résilience a évolué avec la crise financière américaine et européenne en toile de fond. La crise a entraîné un examen plus approfondi de la façon dont l'argent de l'aide est utilisé. La Facilité globale de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, GFDRR) a analysé des portefeuilles de développement et découvert que certains d'entre eux avaient augmenté les risques et la pauvreté au lieu de renforcer la résilience. En outre, les participants au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu en 2011, se sont entendus sur une nouvelle approche fondée sur la résilience pour l'engagement dans les États fragiles.

Dans son état actuel toutefois, l'architecture de l'aide ne permet pas encore d'intégrer parfaitement la résilience. Si certains acteurs ont fait des progrès dans cette direction – on peut notamment penser aux plans d'action humanitaire communs (Common Humanitarian Action Plans, CHAP) des Nations Unies –, une planification beaucoup plus holistique est nécessaire.

Une planification plus intégrée

Il est plus facile de parler de planification holistique que de la mettre en oeuvre. Jusqu'à présent, c'est l'USAID qui est allée le plus loin dans ce domaine en mettant sur pied une cellule de planification conjointe (Joint Planification Cell, JPC) composée d'experts en matière d'agriculture, de changement climatique, d'alimentation, de santé et de sécurité alimentaire. Cette cellule travaille à l'élaboration de plans d'action communs afin de déterminer comment encourager le développement de stratégies d'adaptation pour les personnes les plus vulnérables, a dit Chris Tocco, directeur adjoint de l'USAID en Afrique de l'Ouest.

D'autres bailleurs de fonds, comme ECHO, utilisent des mécanismes de financement plus complexes, ce qui rend beaucoup plus difficile la création de cellules de planification intégrées oeuvrant au renforcement de la résilience. M. Eijkenaar, d'ECHO, reconnaît toutefois qu'il faut « répondre aux besoins sectoriels, institutionnels, culturels et nationaux persistants », comme il l'a déclaré à l'occasion d'une présentation sur l'initiative AGIR organisée en janvier 2013 et lors de laquelle il a encouragé les donateurs et les professionnels à éviter le cloisonnement.

François Grünewald, président du Groupe URD, fait un parallèle entre résilience et cuisine. « On pourrait comparer l'intégration [de plusieurs approches] à la cuisine thaïe (dans laquelle on peut distinguer les saveurs de chaque ingrédient) et la fusion [en une seule approche] à la cuisine chinoise (dans laquelle toutes les saveurs se combinent en une seule) », a-t-il écrit dans l'édition de février 2013 du magazine *Humanitarian Aid on the Move*.

Il déplore cependant la tendance des organisations d'aide humanitaire et des bailleurs de fonds à décrire toute activité comme « axée sur la résilience ». Le terme de résilience circule dans des cercles toujours plus larges et apparaît parfois dans des endroits inattendus. Par exemple, selon le Groupe URD, la sécurité intérieure américaine déclare, sur son site internet, que son principal objectif est la résilience plutôt que la sécurité.

L'intégration des programmes exige également que les acteurs humanitaires et du développement travaillent main dans la main, ce que l'architecture actuelle de l'aide rend difficile. « Il faudra du temps pour que ces différentes cultures finissent par se comprendre », a dit Sidi Mohammed Khattry, chef de mission pour le Premier ministre mauritanien, lors d'un atelier sur la résilience qui s'est tenu le 26 février à Dakar.

Différentes approches de la résilience

Malgré l'existence d'une définition commune de la résilience citée dans la déclaration de l'initiative AGIR (« la capacité des ménages, des familles et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc et à y répondre efficacement, ainsi qu'à récupérer et à s'adapter de manière durable »), les acteurs qui interviennent au Sahel ont des approches très différentes. Par exemple, ECHO considère la résilience sous l'angle de la malnutrition ; l'USAID est plus orientée vers la sécurité alimentaire ; et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'intéresse davantage au développement et à la gouvernance à l'échelle systémique.

D'autres changements doivent également être mis en oeuvre pour que le renforcement de la résilience puisse fonctionner. Les acteurs du développement doivent notamment revoir leurs priorités et mettre de côté leurs objectifs macro-économiques pour venir en aide aux plus pauvres, qui comptent pour environ 20 pour cent de la population du Sahel. « Jusqu'à présent, les personnes extrêmement pauvres sont demeurées invisibles à leurs yeux », a dit à IRIN M. Eijkenaar. Selon lui, cela s'explique en partie par le fait que les projets de développement se limitent largement aux grandes villes, tandis que les opérations humanitaires ciblent les plus vulnérables, où qu'ils soient.

Interrogé au sujet de la nécessité de placer l'agriculture parmi les priorités, Peter Gubbels, spécialiste de l'Afrique de l'Ouest auprès du groupe de recherche Groundswell International, a dit à IRIN : « Il faut absolument faire la promotion d'une agriculture qui n'est pas seulement axée sur la productivité, mais qui est aussi multifonctionnelle et permet de répondre aux besoins des plus vulnérables qui vivent dans les zones les plus exposées aux risques, les zones écologiquement fragiles – et non pas dans les zones agricoles à fort potentiel. »

Par multifonctionnelle, M. Gubbels entend une agriculture qui met l'accent sur la productivité, l'adaptation au changement climatique, la durabilité et qui est axée sur l'alimentation.

Pour Mme Ford, d'Oxfam, il faut absolument trouver un équilibre entre les programmes privilégiant les approches ascendantes et descendantes. « Il est essentiel d'accorder la priorité aux personnes très vulnérables, mais il faut aussi améliorer la gouvernance afin de permettre la création de l'espace politique nécessaire pour venir en aide aux ménages vulnérables », a-t-elle dit.

Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement doivent s'appuyer sur les travaux déjà réalisés, notamment par les experts du développement durable, de la réduction des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique qui planchent depuis des années sur le renforcement de la résilience. Le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes est un bon début.

Même si cela peut sembler évident, les travailleurs humanitaires insistent sur le fait que les efforts de développement de la résilience doivent s'organiser autour des priorités et des atouts existants des communautés affectées. Selon une recherche réalisée par Oxfam qui n'a pas encore été publiée, les communautés mettent elles-mêmes l'accent sur la résilience et ont développé une multitude de stratégies pour faire face aux chocs. Elles espèrent que l'aide qu'elles recevront permettra de renforcer ces stratégies.

Les gouvernements nationaux ne doivent pas non plus être écartés. Les analystes estiment en effet que davantage de programmes et de fonds consacrés au développement de la résilience devraient être confiés à ceux qui ont la capacité de s'en charger.

Finalement, il est important de mesurer la résilience et de fixer, parallèlement aux efforts déployés, des critères de réussite permettant de déterminer ce qui viendra après les Objectifs du Millénaire pour le développement pour

2015. Une équipe d'AGIR travaille actuellement à l'élaboration de critères – qui pourraient inclure, entre autres, le taux de malnutrition, le taux de mortalité des enfants de moins de deux ans, l'insécurité alimentaire, le fardeau de l'aide humanitaire, la proportion de la population la moins résiliente, le pouvoir d'achat, le coût de l'alimentation et les scores de diversité alimentaire, a dit M. Eijkenaar. Selon les analystes, le Cadre d'action de Hyogo est un bon outil pour des références à plus grande échelle.

L'argent

La répartition du financement pour le développement de la résilience dans le Sahel n'est pas claire pour l'instant. En 2012, la direction générale de la Commission européenne pour le développement et la coopération (DEVCO) a mobilisé 164,5 millions d'euros pour la crise au Sahel. Une partie de cet argent sera utilisée pour améliorer la résilience cette année et l'an prochain, a dit M. Eijkenaar. ECHO a déjà fait une place à la résilience dans son approche de l'aide, dit-il. L'organisation a notamment adapté et intégré ses interventions aux programmes nationaux et tente de pratiquer un ciblage rigoureux en fonction de la vulnérabilité des populations.

L'USAID annoncera bientôt les fonds qu'elle compte consacrer aux programmes de développement de la résilience ; le Département britannique pour le développement international (DFID) n'a pas été en mesure de fournir aux journalistes d'IRIN des chiffres précis à l'échelle mondiale ; et l'initiative AGIR Sahel n'a pas encore fourni de montants détaillés même si elle a promis de mettre en place un nouveau mécanisme de financement.

La Banque mondiale a refusé d'accorder une interview aux journalistes d'IRIN.

Selon Mme Ford, il faudra au moins autant d'argent que l'an dernier pour renforcer la résilience et faire face aux conséquences de la crise dans le Sahel. « C'est encore une année de crise [...] les plus pauvres n'ont pas récupéré d'un coup grâce aux bonnes récoltes de cette année. [...] L'extrême pauvreté n'est pas un piège auquel vous pouvez échapper en l'espace d'une année », a dit Cyprien Fabre, chef du bureau régional d'ECHO en Afrique de l'Ouest.

La répartition des fonds est cependant plus importante que la somme allouée. En effet, la résilience pourrait coûter moins cher à long terme si les sommes d'argent qui y sont consacrées sont bien utilisées. Selon les résultats des recherches réalisées par le DFID en Éthiopie et au Kenya, il en coûterait 64 pour cent de moins pour prévenir les crises que pour y répondre. « Atténuer l'impact des catastrophes naturelles permettrait d'économiser de l'argent, de sauver des vies et de protéger les moyens de subsistance, en particulier pour les pauvres », a dit le porte-parole du DFID John Levitt.

http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportID=97604&utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

Le ministre des Affaires étrangères tchadien estime que la guerre au Mali était nécessaire face au "péril" terroriste

N'DJAMENA, 05 mars 2013 (AFP) - Le ministre tchadien des Affaires étrangères, Moussa Faki estime mardi que le Tchad joue son rôle en intervenant au Mali pour juguler le "péril" terroriste dans la région, et déplore le "retard" des pays de la Cédéao.

Se félicitant, dans un entretien à l'AFP, des "excellentes relations" avec la France, M. Faki laisse ouverte la question de la permanisation de la base française au Tchad, dans un contexte de lutte contre le terrorisme dans la bande sahélienne.

"Nous avons la conviction que la paix et la sécurité sont des éléments fondamentaux pour prospérer. L'intégration sous-régionale et à terme l'unité du continent sont les seuls moyens de se développer", estime-t-il. "Il y a une volonté réelle du président de la République et des Tchadiens de jouer leur rôle", et la guerre est "un passage obligé".

Le ministre a justifié l'intervention au Mali, malgré les pertes qui s'élèvent à 26 soldats tués. "Nous savons que (...) dans ce genre de conflits il doit y avoir certainement des pertes", affirme-t-il.

"Nous sommes dans une situation où il faut agir pour contenir le péril là où il est. Sinon, il y a le risque qu'il se propage", poursuit-il.

La crise libyenne a "alimenté des réseaux qui existaient et qui se sont dotés de moyens colossaux, plus grands que ceux des Etats de la région. Il fallait absolument conjuguer les efforts de tous les Etats", indique-t-il.

M. Faki a accusé les groupes terroristes de se financer grâce au trafic de drogue dans la bande sahélienne: "Nous avons intercepté à deux ou trois reprises des véhicules transportant de la cocaïne qui traversaient l'extrême nord du Tchad en allant vers l'Egypte".

"Ces trafiquants sont en lien direct avec ces mouvements terroristes au Sahel. Ces terroristes se financent par un trafic florissant", précise-t-il.

Le ministre regrette les retards des pays de la Cédéao, rappelant que "la nature de ce conflit nécessitait une réaction immédiate".

M. Faki a écarté toute tension avec la France au sujet de la mort annoncée par le président Déby des chefs islamistes Abou Zeïd et Mokhtar Belmokhtar alors que la France continue à demander des preuves: "Il n'y a pas de tension (...) Laissons le temps. Nous comprenons. C'est un théâtre (d'opérations), il y a des otages, et notre objectif est de tout faire pour les libérer sains et saufs. Ce sont des questions militaires, je ne veux pas commenter".

"La France a, à un moment, pensé pouvoir démanteler ses bases en Afrique. Nous en avons pris acte. Le contexte dans la région appelle peut-être à surseoir mais la décision appartient aux autorités françaises", a-t-il dit. "La France a été auprès du Tchad pendant des moments difficiles. La fraternité des armes entre l'armée tchadienne et française date de très très longtemps", a-t-il précisé rappelant le soutien français en 2008.

Quant aux critiques accusant le président Déby au pouvoir depuis 1990 d'agir à l'extérieur pour faire oublier les carences démocratiques et la pauvreté, M. Faki les balait: "Les observateurs étaient là. C'étaient des élections transparentes (législatives, présidentielle, pourtant critiquées par l'opposition) Tout n'est pas parfait mais nous y travaillons", affirme-t-il. www.afp.com/

FIN